

LE GOUVERNEMENT LIBANAIS ET LA
RÉPRESSION DU TERRORISME

M. Andrew Brewin (Greenwood): Le secrétaire d'État suppléant fera-t-il des instances auprès du gouvernement libanais pour que celui-ci contrôle le terrorisme basé sur son propre territoire, étant donné que ces attaques meurtrières pourraient amener l'escalade des hostilités?

L'hon. C. M. Drury (secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures): Je pense que des instances collectives ont déjà été faites aux États de la région. Les réitérer serait peut-être utile.

LE CONFLIT JUDÉO-ARABE—L'INTERVENTION
DE L'ONU

M. Doug Rowland (Selkirk): Comme il y a escalade continue de la guerre au Moyen-Orient, Ottawa songe-t-il à demander aux Nations Unies de faire intervenir des forces suffisantes pour séparer les combattants?

L'hon. C. M. Drury (secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures): Le député le sait, la possibilité ou la réalité d'une escalade des hostilités au Moyen-Orient inquiète beaucoup l'Assemblée des Nations Unies, ainsi que le Conseil de sécurité. Hélas, ni l'une ni l'autre n'ont encore trouvé le moyen de régler cette situation presque intolérable, mais les efforts se poursuivent vers cet objectif louable.

LE RÉGIME D'ASSISTANCE PUBLIQUE

LES REFUS DE PRESTATIONS SIGNIFIÉS PAR UN
MINISTRE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Je voudrais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Il y a environ un mois, on l'avait interrogé au sujet de son homologue de Colombie-Britannique qui violait, disait-on, le régime d'assistance publique du Canada en refusant des prestations de bien-être en certaines circonstances. Le ministre avait répondu qu'il prendrait les mesures nécessaires si on lui exposait des cas précis. Maintenant que des preuves existent dans certains cas particuliers, puis-je demander quelles mesures, s'il y a lieu, l'honorable ministre se propose de prendre pour amener l'honorable Phil Gaglardi du gouvernement de Colombie-Britannique à autoriser ces prestations de bien-être en cas de besoin, ou pour l'y forcer?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Certaines remarques du député sont exactes. On nous a signalé que l'assistance sociale avait été refusée à des personnes qui en avaient fait la demande et dont certaines étaient dans le besoin. Nous étudions ces plaintes et examinons chaque cas séparément. Si nous concluons que ces requérants ont en effet droit à l'assistance et en sont privés, je vais avant de prendre d'autres dispositions, demander à mon homologue de Colombie-Britannique de consentir à une réunion dans les plus brefs délais afin d'éclaircir la situation.

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

LES PROGRAMMES D'ASSISTANCE SOCIALE
ET LE RÉGIONALISME

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Songe-t-on à réviser les formules d'aide aux provinces canadiennes sous l'empire du régime d'assistance publique du Canada et d'autres mesures législatives afin de donner à ces programmes certaines caractéristiques régionales?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Comme le député le sait sans doute, les ministres du Bien-être des provinces atlantiques sont venus me voir à Ottawa il y a trois ou quatre semaines. Ils ont alors proposé ce que le député demande aujourd'hui. Je me suis engagé à étudier la situation en collaboration avec mes collègues du cabinet et à leur donner une réponse dans les plus brefs délais. Notre étude n'est pas encore terminée et je n'aurai rien à annoncer à ce sujet avant au moins un mois ou six semaines.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—LE REJET DES RESTRICTIONS
VOLONTAIRES PAR LE CTC—LES NOUVELLES
INITIATIVES DU GOUVERNEMENT

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, maintenant que le Congrès du travail du Canada a énergiquement rejeté les propositions du gouvernement sur les restrictions de salaires, le ministre de la Consommation et des Corporations nous dirait-il si lui ou la Commission des prix et des revenus songent à prendre d'autres initiatives pour convaincre le CTC du bien-fondé de la politique gouvernementale? Ou le ministre considère-t-il ce programme comme mort et enterré.